

**Convention collective**

IDCC : 8422. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
DE LA RÉGION ALSACE**  
**(14 février 2008)**

■ *Journal officiel* du 25 mars 2009

**Arrêté du 16 mars 2009 portant extension de la convention  
collective de travail concernant les exploitations et entreprises  
agricoles de la région Alsace (n° 8422)**

NOR : AGRS0906280A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu la convention collective de travail du 14 février 2008 concernant les exploitations et entreprises agricoles de la région Alsace ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 5 novembre 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de la convention collective de travail du 14 février 2008 concernant les exploitations et entreprises agricoles de la région Alsace sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application.

L'extension de cette convention est prononcée à l'exclusion :

- des termes « fermes-auberges et activités de diversification » figurant à l'article 2 ;
- de l'article 14.1 : Contrat à durée indéterminée (CDI) ;
- de l'article 24 : Prime d'assiduité ;

- du second alinéa de l'article 26 : Polyvalence ;
- de l'article 45 : Congés payés ;
- de l'article 55 : Indemnité de licenciement.

L'extension de cette convention est prononcée sous réserve de l'application :

- à l'article 11 : Représentation syndicale (11.1. Section syndicale), des dispositions de l'article L. 2142-1 du code du travail ;
- à l'article 31 : Présence constituant du travail effectif (31.2. Temps nécessaire à l'habillage et au déshabillage), des dispositions de l'article L. 713-5 du code rural (3<sup>e</sup> al. du I) ;
- à l'article 37 : Travail de nuit, des dispositions législatives relatives au travail de nuit, notamment l'article R. 3122-39 du code du travail (contreparties).

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de la convention collective susvisée est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ladite convention.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,*  
*sociales et logistiques,*  
 F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cette convention a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/46, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.